

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, Frédéric Lambin, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Didier Molders, *Échevin·e* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijs, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, Christine Bogaert, *Conseillers communaux*.

Séance du 26.09.24

#Objet : ENSEIGNEMENT COMMUNAL - Nouveau règlement d'ordre intérieur de la COPALOC #

Séance publique

Enseignement - Formation

LE CONSEIL

Vu le décret du 6 juin 1994 du Gouvernement de la Communauté Française fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné qui prévoit la création d'une Commission paritaire locale ;

Considérant que la dernière version du Règlement d'ordre intérieur de la Commission paritaire locale d'Auderghem date de mai 2007 ;

Considérant que cette version du Règlement d'ordre intérieur de la Commission paritaire locale est désuète et exige par exemple l'envoi des convocations par voie postale uniquement ;

Considérant la demande des syndicats de revoir le Règlement d'ordre intérieur de la Commission paritaire locale ;

Considérant qu'un groupe de travail, réunissant le chef du service Enseignement et des représentants des trois délégations syndicales, s'est attelé à la rédaction d'un nouveau Règlement d'ordre intérieur en juin 2024 ;

Considérant que le nouveau Règlement d'ordre intérieur a été approuvé à l'unanimité par la Commission paritaire locale, en sa séance du 29 juin 2024 ;

DECIDE

D'approuver le nouveau Règlement d'ordre intérieur de la Commission paritaire locale

I. COMPOSITION

1.1 La Commission paritaire locale pour l'enseignement communal d'Auderghem se compose de:

- 6 membres représentant le Pouvoir organisateur ;
- 6 membres représentant le personnel.

1.2 Les membres représentant le pouvoir organisateur sont désignés par le Conseil communal parmi :

- Les membres du Conseil communal,
- Le Secrétaire communal ;
- Les responsables administratifs et pédagogiques de l'enseignement.

1.3 L'Échevin de l'Enseignement, est de droit Président de la Commission paritaire locale. Il peut déléguer son mandat à un autre Échevin.

Les membres représentant le Pouvoir organisateur s'adjoignent en surnombre une personne qui assure le secrétariat des réunions de la Commission paritaire locale et désignent la personne qui fera office de secrétaire-adjoint.

1.4 Le chef de service de l'Enseignement ou son remplaçant est chargé de rédiger le procès-verbal des réunions.

1.5 Les membres représentant le personnel désignent en leur sein, le vice-président de la Commission.

1.6 Les membres de la Commission paritaire locale représentant le personnel enseignant appartiennent exclusivement aux trois organisations syndicales reconnues représentatives : C.G.S.P. / S.L.F.P./ C.S.C., dans les proportions négociées entre elles.

Chaque organisation représentative dispose d'un mandat au moins.

Au terme de trois années, une organisation syndicale peut faire la demande d'un recomptage de ses affiliés en vue d'une modification éventuelle de la délégation.

A la date de la création de la Commission paritaire locale, ces proportions sont :

- 3 C.G.S.P.
- 2 S.L.F.P.
- 1 C.S.C.

1.7 Tout membre effectif peut se faire assister de techniciens.

1.8 Seuls les douze membres désignés ont voix délibérative.

II. FONCTIONNEMENT - COMPETENCES

2.1 Les membres de la Commission paritaire locale reçoivent un exemplaire du statut et de tous les documents réglementaires y afférents.

2.2. Les membres de la COPALOC peuvent demander des compléments d'information qui seront fournis dans les plus brefs délais. Ils peuvent également demander à entendre un ou des membres du personnel ou leur(s) représentant(s) avant de prendre toute décision relative aux primo-recrutements.

2.3 Conformément aux décrets et arrêtés en vigueur (voir tableau du CECP annexé au présent règlement), la Commission paritaire locale :

Décide de toute modification :

- a. à la réglementation relative aux conditions de travail, en ce compris la sécurité, l'hygiène et l'embellissement des locaux ;
 - b. aux dispositions statutaires propres au personnel de l'enseignement officiel subventionné ;
- Prévient et concilie tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre le Pouvoir organisateur et les membres de son personnel relevant du présent décret ;
 - Examine, sur demande de l'agent concerné, le bien-fondé de l'existence d'une incompatibilité avec la qualité de membre du personnel de l'enseignement communal ;
 - Fixe les règles selon lesquelles la liste des emplois vacants est communiquée aux membres du personnel concernés en vue d'une désignation ;
 - Détermine dans quelles conditions les agents non subventionnés rémunérés sur les fonds propres du Pouvoir organisateur peuvent obtenir des emplois ;
 - Détermine dans quelles conditions les agents sous statut précaire avant le 01.01.1995 valident auprès du Pouvoir organisateur leur ancienneté de service ;
 - Etablit la forme de l'appel qui permet d'accéder à un emploi de sélection ou de promotion ;
 - Règle la manière dont devront se faire les mutations et changements d'affectation du personnel nommé à titre définitif ;
 - Etablit les jours d'ouverture des établissements, les jours de congé et, le cas échéant, les prestations non prévues dans l'horaire normal du personnel subsidié dans le respect de la réglementation en la matière ;
 - Fixe les heures d'ouverture et de fermeture de l'école dans le respect des dispositions réglementaires ;
 - Examine et vérifie l'utilisation des normes d'encadrement, (capital-période - N.T.P.P. notamment), des établissements du Pouvoir organisateur ;

- Gère les heures du fonds de solidarité ;
- Vérifie le bien-fondé et la conformité aux règles en la matière de mise en disponibilité et de réaffectation ;
- Fixe les règles complémentaires en matière de reprise des membres du personnel d'un établissement d'un autre Pouvoir organisateur ;
- Pour le surplus des compétences de la Commission paritaire locale, il convient de se référer au décret, aux arrêtés d'application et aux circulaires traitant des compétences des commissions paritaires locales ; tout différend de compétence devant être porté, si besoin en est, devant la commission paritaire sectorielle et/ou centrale.

III. CONVOCATIONS

3.1 Les convocations signées par le Président sont envoyées au plus tard 10 jours ouvrables avant la réunion par envoi électronique aux membres de la Copaloc et par envoi postal aux sièges des trois organisations syndicales.

3.2 Les convocations contiennent les date, heure et lieu de la réunion, l'ordre du jour ainsi que la documentation nécessaire fournie soit par le Pouvoir organisateur soit par les organisations syndicales.

3.3 En cas d'urgence ou de procédure demandant une réponse dans des délais rapprochés, la commission peut être convoquée dans les trois jours ouvrables, selon les modalités fixées au point 3.1.

3.4 Les différents points de l'ordre du jour sont fixés soit d'initiative par le Président, soit sur demande de la délégation du Pouvoir organisateur ou d'une des délégations syndicales.

3.5 Le Président ne peut refuser d'inscrire à l'ordre du jour un point demandé par une des parties visées au point 3.4.

3.6 Un point d'urgence peut être exceptionnellement introduit en séance, moyennant l'accord de la commission, tel que défini à l'article 96 du décret. Si la prise en compte immédiate de ce point n'est pas acceptée, le Président convoque une nouvelle réunion dans la semaine qui suit avec ce seul point à l'ordre du jour.

3.7 La période de vacances scolaires est suspensive des délais sauf procédure d'urgence.

IV. MODE DE SCRUTIN

4.1 Scrutin

4.1.1 PREMIER TOUR :

Pour qu'une décision soit prise valablement, il est impératif que :

- Chaque délégation soit représentée par la majorité de ses membres soit, au minimum, la moitié plus un, c'est-à-dire 4 membres au moins lorsque la délégation en comporte 6 ;
- La décision soit prise à l'unanimité.

4.1.2 SECOND TOUR :

L'unanimité ou le quorum n'ayant pu être atteint au premier tour, une nouvelle réunion doit avoir lieu dans les 15 jours calendrier.

Les décisions et/ou avis sont pris valablement si elles/ils recueillent deux tiers des suffrages exprimés dans chacune des délégations.

Pour ce second tour, aucun quorum n'est requis.

4.2 Tout vote concernant des personnes se fait au scrutin secret.

Si aucun accord n'intervient, l'objet sera présenté devant la commission paritaire sectorielle et/ou centrale.

V. DEROULEMENT DES REUNIONS

5.1 Les réunions se tiennent durant les jours ouvrables en dehors des congés et des vacances scolaires; elles se tiennent en principe durant les heures normales de service.

Sur demande de la délégation du Pouvoir organisateur ou d'une des délégations syndicales, le Président accorde des interruptions de séance ou un report des discussions pouvant aller jusqu'à trois jours.

5.2 Le secrétariat établit un procès-verbal qui est envoyé à tous les membres de la commission et des organisations syndicales dans les quinze jours ouvrables qui suivent la réunion.

Le procès-verbal est approuvé lors de la réunion suivante.

5.3 Le procès-verbal approuvé est diffusé par le pouvoir organisateur auprès des membres du personnel dans les 15 jours qui suivent son approbation

5.4 Les réunions ne sont pas publiques et se tiennent dans les locaux de l'Administration communale.

5.5 L'avis des membres de la Copaloc peut être demandé électroniquement en cas d'urgence. La décision officielle devra être prise lors de la réunion de la Copaloc suivante.

Les organisations syndicales peuvent demander que le point pour lequel un avis est sollicité soit non pas traité électroniquement mais inscrit à l'ordre du jour d'une réunion de la Copaloc.

VI. SITUATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION

6.1 Les dispositions de la loi sur les accidents de travail et sur le chemin du travail sont applicables aux membres de la commission ainsi qu'aux "techniciens".

6.2 Le supérieur hiérarchique de chacun des membres de la délégation locale sera averti de la date de la réunion par le chef du service Enseignement.

6.3 La commission paritaire de l'enseignement communal d'Auderghem établit son siège à l'Hôtel communal, rue Emile Idiers n° 12 à 1160 Bruxelles.

VII. DIVERSES MESURES

7.1 Ce règlement d'ordre intérieur est adopté lors de la séance de la Commission paritaire locale du 27 juin 2024. Il entre en application après approbation par le Conseil communal.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 30 septembre 2024

Le Secrétaire communal,
Par délégation,

L'Echevin·e,
Par délégation,

Gaetano Termine

Elise Willame

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, Frédéric Lambin, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Didier Molders, *Schepen* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijs, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, Christine Bogaert, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 26.09.24

#Onderwerp : GEMEENTELIJK ONDERWIJS - Nieuwe huishoudelijk reglement van de COPALOC #

Openbare zitting

Onderwijs - vorming**DE RAAD**

Gelet op het besluit van 6 juni 1994 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd personeel in het officieel gesubsidieerd onderwijs, dat voorziet in de oprichting van een Commission paritaire locale;

Gezien dat de laatste versie van het huishoudelijk reglement van de Commission paritaire locale van Oudergem dateert van mei 2007;

Gezien dat deze versie van het huishoudelijk reglement van het Commission paritaire locale verouderd is en bijvoorbeeld voorschrijft dat de oproepingen voor de vergaderingen enkel per post mogen worden verzonden;

Gelet op het verzoek van de vakbonden om het reglement van orde van het Commission paritaire locale te herzien;

Gezien dat een werkgroep, bestaande uit het hoofd van de Dienst Onderwijs en vertegenwoordigers van de drie vakbondsdelegaties, in juni 2024 is begonnen met het opstellen van een nieuw reglement van orde

Gezien dat het nieuwe reglement van orde unaniem is goedgekeurd door het Commission paritaire locale op zijn vergadering van 29 juni 2024;

BESLUIT

Het nieuwe reglement van orde van het Commission paritaire locale goed te keuren

I. SAMENSTELLING

1.1 Het Lokaal Paritair Comité voor het gemeentelijk onderwijs in Oudergem is samengesteld uit:

- 6 vertegenwoordigers van de inrichtende macht;
- 6 vertegenwoordigers van het personeel.

1.2 De vertegenwoordigers van de inrichtende macht worden benoemd door de gemeenteraad uit:

- De leden van de gemeenteraad;
- De gemeentesecretaris;
- De administratieve en pedagogische verantwoordelijken van de school.

1.3 De schepen van Onderwijs is van rechtswege voorzitter van het lokaal paritair comité. Hij kan zijn mandaat delegeren aan een andere schepen.

De vertegenwoordigers van de inrichtende macht wijzen een extra persoon aan die het secretariaat waarneemt van de vergaderingen van het lokaal paritair comité en wijzen de persoon aan die optreedt als adjunct-secretaris.

1.4 Het diensthoofd Onderwijs of zijn plaatsvervanger is verantwoordelijk voor het notuleren van de vergaderingen.

1.5 De vertegenwoordigers van het personeel benoemen uit hun midden de vicevoorzitter van het comité.

1.6 De leden van het lokaal paritair comité die het onderwijzend personeel vertegenwoordigen, behoren uitsluitend tot de drie erkende representatieve vakbondsorganisaties: ACOD / VSOA / ACV, in de verhouding die door hen onderling is overeengekomen.

Elke representatieve organisatie heeft minstens één mandaat.

Na drie jaar kan een vakbondsorganisatie een hertelling van de aangeslotenen aanvragen met het oog op een mogelijke wijziging van de delegatie.

Op de datum van oprichting van het lokaal paritair comité zijn de verhoudingen als volgt:

- 3 ACOD
- 2 VSOA
- 1 ACV

1.7 Elk werkend lid kan zich laten bijstaan door technici.

1.8 Alleen de twaalf benoemde leden hebben stemrecht.

II. WERKING - BEVOEGDHEDEN

2.1 De leden van het lokaal paritair comité ontvangen een exemplaar van het statuut en alle daarmee verband houdende regelgevende documenten.

2.2. De leden van het LOPACO kunnen aanvullende informatie vragen die dan binnen de kortste termijnen bezorgd dient te worden. Ze kunnen ook vragen om een of meer personeelsleden of hun vertegenwoordiger(s) te horen voordat ze een beslissing nemen met betrekking tot nieuwe aanwervingen.

2.3 Overeenkomstig de geldende decreten en besluiten (zie de tabel van de CECP in bijlage bij dit reglement), zal het Lokaal Paritair Comité: beslissing over elke wijziging:

- a. aan de reglementering met betrekking tot arbeidsvoorwaarden, waaronder veiligheid, hygiëne en de verfraaiing van gebouwen;
- b. aan specifieke statutaire bepalingen voor personeel in het gesubsidieerd officieel onderwijs:
 - Voorkomt en beslecht elk geschil dat zou ontstaan of zou zijn ontstaan tussen de inrichtende machten en de personeelsleden die onder dit decreet vallen;
 - Onderzoekt op verzoek van het betrokken personeelslid de gegrondheid van het bestaan van een onverenigbaarheid met de hoedanigheid als lid van het gemeentelijk onderwijspersoneel;
 - Bepaalt de regels voor de mededeling van de lijst van vacatures aan de betrokken personeelsleden met het oog op hun aanstelling;
 - Bepaalt onder welke voorwaarden de niet-gesubsidieerde personeelsleden, die uit de eigen middelen van de inrichtende macht worden betaald, een betrekking kunnen krijgen;
 - Bepaalt de voorwaarden waaronder personeelsleden die voor 01.01.1995 een nepstatuut hadden hun dienstanciënniteit bij de inrichtende macht kunnen valideren;
 - Stelt de vorm van de oproep op die toegang geeft tot een selectie- of bevorderingsbetrekking;
 - Regelt de manier waarop de mutaties en de wijzigingen van affectatie van het vastbenoemde personeel moeten gebeuren;
 - Bepaalt de openingsdagen van de vestigingen, de vrije dagen en, in voorkomend geval, de diensten die niet tot de normale werktijden van gesubsidieerd personeel behoren, in overeenstemming met de relevante regelgeving;
 - Stelt de openings- en sluitingstijden van de school vast in overeenstemming met de verordenende bepalingen;
 - Onderzoekt en controleert het gebruik van omkaderingsnormen (vooral lestijdenpakket - totale aantal

lestijden) in de vestigingen van de inrichtende macht;

- Beheert de uren van het solidariteitsfonds;
- Controleert of ontslagen en wedertewerkstellingen gerechtvaardigd zijn en voldoen aan de relevante regels;
- Stelt aanvullende regels vast voor de overname van personeelsleden van een vestiging van een andere inrichtende macht;
- Voor de rest van de bevoegdheden van het lokaal paritair comité wordt verwezen naar het decreet, de toepassingsbesluiten en de omzendbrieven die de bevoegdheden van de lokale paritaire comités regelen; elk geschil over bevoegdheden wordt zo nodig doorverwezen naar het sectoraal en/of centraal paritair comité.

III. OPROEPINGEN

3.1 De oproepingen, ondertekend door de voorzitter, worden uiterlijk 10 werkdagen voor de vergadering per e-mail naar de leden van het LoPaCo verstuurd en per post naar de hoofdkantoren van de drie vakbondsorganisaties.

3.2 De oproepingen bevatten de datum, het tijdstip en de plaats van de vergadering, de agenda en de benodigde documentatie die door de inrichtende macht of door de vakbondsorganisaties is verstrekt.

3.3 Bij nood of bij een procedure die een snelle reactie vereist, kan het comité binnen drie werkdagen bijeengeroepen worden volgens de in punt 3.1 beschreven procedure.

3.4 De verschillende agendapunten worden vastgesteld op initiatief van de voorzitter of op verzoek van de delegatie van de inrichtende macht of een van de vakbondsdelegaties.

3.5 De voorzitter kan niet weigeren een punt op de agenda te plaatsen dat door een van de in punt 3.4 genoemde partijen is aangevraagd.

3.6 Bij wijze van uitzondering kan, met instemming van het comité, een spoedeisend punt op de agenda van een vergadering worden geplaatst, zoals bepaald in artikel 96 van het decreet. Als dat punt niet onmiddellijk kan worden besproken, belegt de voorzitter in de week die volgt een nieuwe vergadering met alleen dat punt op de agenda.

3.7 De schoolvakantieperiode schort de deadlines op, uitgezonderd de noodprocedure.

IV. STEMSYSTEEM

4.1 Stemming

4.1.1 EERSTE RONDE:

Opdat een beslissing op een geldige wijze genomen zou kunnen worden, is het absoluut verplicht dat:

- Elke delegatie is vertegenwoordigd door een meerderheid van haar leden, dat wil zeggen minstens de helft plus één, dus minstens 4 leden wanneer de delegatie 6 leden telt;
- De beslissing unaniem is.

4.1.2 TWEEDE RONDE

Wanneer in de eerste ronde geen eenparigheid wordt bereikt of het quorum niet aanwezig is, moet binnen de 15 dagen een nieuwe vergadering worden georganiseerd.

De beslissingen en/of adviezen worden op een geldige wijze genomen wanneer ze twee derde van de stemmen weten te behalen in elk van de delegaties.

Voor deze tweede ronde is geen enkel quorum vereist.

4.2 Alle stemmingen over personen zijn geheim.

Als er geen overeenstemming wordt bereikt, wordt de zaak doorverwezen naar het sectorale en/of centrale paritair comité.

V. VERLOOP VAN DE VERGADERINGEN

5.1 Vergaderingen worden gehouden op werkdagen buiten schoolvakanties en feestdagen; ze vinden normaal gesproken plaats tijdens normale werktijden.

Op verzoek van de delegatie van de inrichtende macht of een van de vakbondsdelegaties onderbreekt de voorzitter de vergadering of worden de besprekingen maximaal drie dagen uitgesteld.

5.2 Het secretariaat stelt notulen op die binnen vijftien werkdagen na de vergadering naar alle leden van het comité en de vakbondsorganisaties worden gestuurd.

De notulen worden goedgekeurd tijdens de volgende vergadering.

5.3 De inrichtende macht verspreidt de goedgekeurde notulen binnen 15 dagen na goedkeuring onder de

personeelsleden.

5.4 De vergaderingen zijn niet openbaar en vinden plaats in de gebouwen van het gemeentebestuur.

5.5 Bij spoed kan het advies van de LoPaCo-leden elektronisch worden gevraagd. De officiële beslissing moet worden genomen tijdens de volgende LoPaCo-vergadering.

De vakbondsorganisaties kunnen verzoeken om het punt waarover advies wordt gevraagd niet elektronisch te behandelen, maar op de agenda van een LoPaCo-vergadering te plaatsen.

VI. STATUS VAN DE LEDEN VAN HET COMITÉ

6.1 De bepalingen van de wet inzake arbeidsongevallen en ongevallen op de weg naar het werk zijn van toepassing op de leden van het comité en op de 'technici'.

6.2 De hiërarchische meerdere van elk lid van de lokale delegatie wordt door het hoofd van de dienst Onderwijs op de hoogte gesteld van de datum van de vergadering.

6.3 Het paritair comité voor het gemeentelijk onderwijs van Oudergem heeft zijn zetel in het gemeentehuis, Emile Idiersstraat 12, 1160 Brussel.

VII. DIVERSE MAATREGELEN

7.1 Dit huishoudelijk reglement werd aangenomen tijdens de vergadering van het lokaal paritair comité op 27 juni 2024. Het wordt van kracht na goedkeuring door de gemeenteraad.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 30 september 2024

De Gemeentesecretaris,
Bij opdracht,

De Schepen,
Bij opdracht,

Gaetano Termine

Elise Willame